



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

urgence climatique et accord avec le Mercosur

Question au Gouvernement n° 2122

Texte de la question

URGENCE CLIMATIQUE ET ACCORD AVEC LE MERCOSUR

M. le président. La parole est à M. Ugo Bernalicis.

M. Ugo Bernalicis. Vous venez d'intégrer « l'urgence écologique et la crise climatique » dans le projet de loi relatif à l'énergie et au climat. C'est beau, ça claque, ça impressionne ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*) Et, dans le même temps, les négociations sur le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur, entamées il y a vingt ans, sont sur le point d'aboutir. Pour se positionner, le Gouvernement veut des « garanties » : les mêmes que celles pour l'accord économique et commercial global – CETA – avec le Canada ? Le jeu de dupes, ça suffit !

Cet accord avec le Mercosur, avec ou sans garanties, comme tout accord de libre-échange, est un symbole du grand déménagement du monde, pourtant à bout de souffle, qui détruit l'écosystème permettant la vie humaine ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) Il sacrifie l'agriculture et l'élevage sur l'autel d'un commerce cannibale et d'une course folle à la concurrence, et promeut un dumping social contre les ouvriers et les paysans. Votre traité, c'est plus d'importations agricoles, donc d'OGM et de pesticides interdits en Europe, et 200 000 tonnes de viande aux hormones, au mépris de la souffrance animale ; plus de déforestation en Amazonie ; un chèque en blanc signé à Bolsonaro sur les violations des droits humains ; plus d'émissions de gaz à effet de serre ; moins de régulations sociales et écologiques. (Mêmes mouvements.) Votre société du libre-échange n'est pas compatible avec l'urgence écologique : il faut relocaliser ! (Mêmes mouvements.)

Si vous ne voulez pas nous entendre, entendez ce que dit Nicolas Hulot : « La mondialisation, les traités de libre-échange sont la cause de toute la crise que nous vivons (...) Ce n'est pas en installant trois éoliennes que l'on va y arriver ».

M. Pierre Cordier. C'était un vrai ministre !

M. Ugo Bernalicis. Encore moins en enlevant sa cravate pendant la canicule !

Par vos mesurette, vous n'êtes pas à la hauteur de l'urgence climatique. Vous signez d'une main l'interdiction des touillettes en plastique et, de l'autre, ces accords commerciaux anti-écologiques.

Heureusement, des gens combattent ce modèle : bravo à l'action non-violente COP21 et aux Amis de la terre, mobilisés aujourd'hui contre Amazon, symbole du libre-échange de tout et n'importe quoi (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) ; bravo à l'action pour le climat d'Extinction Rebellion, que vous avez fortement réprimée. On ne lutte pas contre les gaz à effet de serre avec du gaz lacrymogène ! (Mêmes mouvements.)

Emmanuel Macron a dit « Moi, j'ai besoin d'une chose, c'est que vous nous rendiez la vie impossible à nous les dirigeants ». Alors, face à la réponse hypocrite que vous allez formuler dans quelques instants (*Protestations sur les bancs des groupes LaREM et MODEM*), j'exhorte ma génération et les autres à exaucer le vœu du Président de la République. (Applaudissements sur les bancs du groupe FI.) (Poursuivant hors micro, l'orateur ajoute : « On va vous rendre la vie impossible ! »)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation. On ne lutte pas contre le réchauffement climatique et les émissions de gaz à effet de serre par des effets de tribune politiques, mais par de l'action ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – Protestations sur les bancs du groupe FI.*)

Le Gouvernement, lui, agit ! Nous souhaitons que l'agriculture française exporte ses produits, contrairement à vous ! Je suis fier que la balance commerciale de l'agriculture soit excédentaire de 6,5 milliards d'euros. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Je suis fier que l'agriculture française exporte. Je suis fier que nos céréales, nos spiritueux et nos vins se vendent dans le monde entier. C'est cela le commerce international, c'est cela la fierté de la France ! (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Le Parlement aura à ratifier cet accord, issu de vingt ans de discussions. Le Gouvernement prendra ses responsabilités et travaille à l'avènement de la société de la transition agroécologique, dans laquelle les agriculteurs pourront vivre de leur travail. Or tel n'est pas le cas depuis des années ; grâce aux états généraux de l'alimentation, à la loi du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, dite loi Égalim (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*), nous voulons permettre aux agriculteurs d'échanger sur le terrain, de produire de la qualité et de faire de l'agriculture biologique. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Notre société, c'est celle dans laquelle le nombre d'animaux traités aux antibiotiques a baissé de 40 % l'année dernière.

M. Christian Hutin. C'est pour cela que vous voulez en importer ?

M. Didier Guillaume, ministre. Notre société, c'est celle dans laquelle 5 000 agriculteurs se sont mis à l'agriculture biologique en 2018. Cette activité couvre désormais 7,5 % de la surface agricole utile du pays.

Nous avons deux visions différentes, monsieur le député : nous, nous voulons le vivre-ensemble dans la société, nous, nous promovons le pacte républicain et nous souhaitons que tout le monde s'y retrouve, que l'agriculture nous offre une alimentation de grande qualité, que, quelle que soit la strate de la société à laquelle on appartient, on puisse manger des produits de bonne qualité et bénéficier d'une alimentation sûre, saine et tracée. Voilà notre vision de la société ! (Mmes et MM. les députés des groupes LaREM et MODEM se lèvent et applaudissent.)

M. Christian Hutin. Se lèvent ceux qui veulent importer de la viande aux OGM et aux antibiotiques !

Données clés

Auteur : [M. Ugo Bernalicis](#)

Circonscription : Nord (2^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2122

Rubrique : Traités et conventions

Ministère interrogé : Agriculture et alimentation

Ministère attributaire : Agriculture et alimentation

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 juillet 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 juillet 2019](#)